

Colloque International
« Eau, Sociétés et développement durable : acteurs, enjeux &
coopération internationale »

25-26-27 septembre 2007 à Saint Martin Vésubie

Colloque organisé dans le cadre du Laboratoire
CIRCLES EA 3159 : « Centre Interdisciplinaire, Récits, Cultures, Langues et Sociétés »

Colloque soutenu par :
Université de Nice Sophia Antipolis
Commune de Saint Martin Vésubie
Association AMONT

La question de l'eau se pose avec acuité au niveau mondial tant les enjeux sont énormes à la fois en terme d'approvisionnement qu'en terme de distribution de la ressource et de sa gestion. Les décalages observés entre l'offre et la demande, la concurrence sectorielle (agriculture, industrie, alimentation en eau potable et tourisme), les conflits intra et extra territoriaux, la pollution des eaux, l'augmentation des maladies hydriques... sont autant de problèmes posés non seulement aux pays en développement mais également aux pays occidentaux. Par ailleurs, la question de l'eau recouvre plusieurs dimensions : environnementale, technique, économique, politique et socioculturelle. C'est dans ce sens que les enjeux actuels ne peuvent être appréhendés que par une démarche pluridisciplinaire dépassant par là les frontières académiques de nos disciplines respectives.

L'eau fait écologique n'en demeure pas moins un fait social. Les sciences sociales tentent depuis plusieurs années de rendre compte de l'extrême complexité de la question de l'eau et de ses enjeux en prenant en considération les logiques et les stratégies des acteurs sociaux. La gestion rationnelle de l'eau est souvent mise par les différents responsables et les différents bailleurs de fonds comme préalable pour asseoir un développement durable. Cependant, de nombreux travaux tendent à légitimer des approches environnementalistes, économistes et technicistes de la gestion de l'eau minimisant, voir même ignorant, la dimension sociale, culturelle et politique de l'eau. La gestion de l'eau dans le domaine de l'hydraulique rurale comme dans celui de l'hydraulique urbaine ne peut faire l'économie d'une approche anthropologique de l'eau : la gestion technique et économique de l'eau n'a de sens que dans le cadre d'une gestion sociale de la ressource conformément à l'organisation sociale des communautés en présence : **la question de l'eau demeure avant tout une question éminemment sociale.**

En effet, lorsqu'on aborde l'aspect gestion de l'eau, il convient de distinguer entre une gestion étatique largement autoritaire, une gestion privée où les entreprises visent à rentabiliser les équipements mis en place pour le traitement et la distribution de la ressource et une gestion communautaire de l'eau qui nous offre une diversité des pratiques sociales et où l'accès et la distribution de l'eau sont conformes à des pratiques juridiques coutumières souvent en équilibre avec les potentialités environnementales. Cela ne signifie pas que les sociétés traditionnelles soient plus respectueuses de leur environnement mais que leurs organisations

sociale, politique et juridique prennent largement en considération les conséquences d'un déséquilibre prélèvements/ressources.

Les résultats des différents travaux de recherche menés, dans le cadre de l'Université de Nice Sophia Antipolis, sur ces questions et sur des terrains très divers (Maghreb, Afrique Subsaharienne, communes de l'arrière pays niçois) nous incitent à confronter les différentes approches relatives à la question hydraulique eu égard aux changements sociaux et institutionnels qui affectent nos sociétés. C'est pourquoi, les différentes approches attendues dans ce colloque, viseront à proposer des schémas de gestion où les facteurs écologiques, les facteurs socioéconomiques et politiques sont pris dans leur intime interaction garantissant par là une bonne gouvernance et une gestion durable de cette ressource.

Compte tenu du fait que la question de l'eau est multidimensionnelle, les axes de ce colloque tentent d'appréhender les différents aspects de la question :

AXE 1- RESSOURCES EN EAU ET ENJEUX DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

- ✓ *De quelles ressources en eau disposent les pays du pourtour méditerranéen ? Allons-nous vers une catastrophe annoncée ? Données quantitatives et approches qualitatives de rareté.*

Un aperçu général sur la répartition inégale de la ressource en eau au sein des pays du pourtour méditerranéen nous permettra de mieux cerner les enjeux actuels et de surcroît de souligner la diversité des modèles locaux de gestion de l'eau. Au-delà d'une vision statistique quasi déterministe, il convient de souligner que le manque de l'eau n'est pas un phénomène nouveau et que les pratiques ancestrales des sociétés locales offre un savoir et un savoir-faire tant technique que social ayant fait la preuve de la capacité des communautés locales à veiller à l'équilibre ressources/prélèvements. Cette gestion communautaire ne doit pas nous masquer les réalités sociopolitiques : accès et appropriation hiérarchiques des ressources naturelles.

- ✓ *Appropriation de l'eau et conflits d'usage : les différentes stratégies locales et nationales visant la production et la reproduction du territoire.*

De tout temps l'appropriation massive et extensive de l'eau permettait à son détenteur d'asseoir un capital économique et politique certain sur les acteurs sociaux. Les enjeux actuels sont tels que les nouvelles formes d'appropriation/expropriation de la ressource (dépassant le cadre des sociétés locales) engendrent des nouveaux conflits : le cas des pays du Proche Orient est assez significatif de ce que certains appellent la guerre de l'eau. Il sera question ici d'apporter un éclairage anthropologique sur les stratégies et les logiques des acteurs (communautés locales, Etats, entreprises privées) dans les processus d'appropriation et de détournement de la ressource. Quelles stratégies adoptent les communautés locales face aux enjeux du pouvoir ?

AXE 2 – LES USAGES DE L'EAU : HYDRAULIQUE AGRICOLE ET HYDRAULIQUE URBAINE

- ✓ *L'agriculture irriguée : dynamiques et dysfonctionnements institutionnelles ? Quel devenir pour les sociétés hydrauliques face à l'accroissement démographique, à la désertification et à la raréfaction de la ressource ?*

L'agriculture irriguée occupe une place importante. Ce secteur à lui seul consomme plus de 70% des ressources en eau d'où les tentatives visant la gestion rationnelle de la ressource. Or, lorsqu'on parle de l'agriculture irriguée, il est à distinguer entre les sociétés de tradition hydraulique disposant d'un savoir-faire même si les techniques d'aménagement et de distribution de l'eau s'avèrent être traditionnelles et les

communautés d'irrigants nouvellement installées sur des espaces récemment aménagés. Si dans les nouveaux espaces irrigués il est plus facile d'équiper et de moderniser les techniques d'irrigation visant ainsi une meilleure économie d'eau, il est en revanche mal aisé de prétendre moderniser les techniques d'irrigation sans connaissance préalable des structures sociales et des modes d'organisation et de fonctionnement des institutions locales. Le recours aux droits coutumiers s'avère indispensable pour mener à bien tout projet de modernisation. Certains chercheurs n'ont pas hésité à établir une distinction entre la grande, la moyenne et la petite hydraulique. Cette dernière concerne plus les sociétés traditionnelles alors que les deux premières se différencient par la superficie dominée mais également par la nature des équipements et des aménagements à l'hectare. Or force est de constater que ce n'est pas tant la superficie occupée qui apparaît comme pertinente mais les enseignements tirés du type de modèle de gestion technique et sociale de l'eau et les stratégies des acteurs sociaux impliqués. C'est dans ce sens que la distinction entre les modèles de gestion : Etatique, privé et communautaire s'avère plus pertinente.

Par ailleurs, on assiste, actuellement, à une déstructuration des systèmes traditionnels : détournement de la ressource pour satisfaire d'autres besoins autres qu'agricoles (alimentation en eau potable notamment), mise en place des associations des usagers de l'eau supplantant les assemblées traditionnelles, nouvelle orientation agricole et par conséquent surexploitation de la ressource notamment par pompage conduisant au tarissement des points d'eau (l'exemple des sociétés oasiennes est assez significatif), changement climatique et désertification des espace (le cas de la diagonale aride et des espaces sahéliens), sont autant changement qui affectent les sociétés hydrauliques. Les contributions viseront à rendre compte de ces transformations tant sur le plan technique que social et institutionnel.

- ✓ *Accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations défavorisées : quelles expériences et quels projets pour l'avenir ?*
- ✓ *Du droit d'eau au droit à l'eau : glissement sémantique ou émergence d'une nouvelle lutte sociale et politique ?*

C'est un des grands problèmes posés aux responsables politiques et à la société civile qui par ailleurs est de plus en plus mobilisée sur cette question. L'accès à l'eau potable et aux réseaux d'assainissement est étroitement lié aux problèmes de santé publique dans les pays en développement. En fait, les populations souffrent d'une double discrimination : d'une part, une discrimination résidentielle dans la mesure où les zones non-couvertes par les réseaux d'eau potable et d'assainissement se trouvent dans les quartiers périphériques pauvres et les bidonvilles et d'autre part, une discrimination sociale et économique car dans bien des cas le nonaccès à l'eau potable, lorsque les réseaux existent, est souvent conditionné par la non-solvabilité des ménages, d'où la question de la tarification de l'eau. Par ailleurs, les différents travaux de recherches montrent que ce sont les plus pauvres qui payent très chère l'eau. La distribution de l'eau est assurée soit par la mise en place des bornes fontaines soit par une distribution parallèle essentiellement des charretiers qui sillonnent les quartiers. Or, lorsqu'on regarde de près la qualité de l'eau distribuée, on s'aperçoit qu'elle est, *in fine*, impropre à la consommation. Face à la raréfaction de la ressource (sans oublier la vétusté des réseaux existants de distribution de l'eau potable avec une perte de plus de 30%) certaines responsables n'hésitent pas à poser la question de la réutilisation des eaux usées avec, cependant, d'énormes réticences des populations concernées à accepter cette alternative.

AXE 3 – FORMATION ET COOPERATION INTERNATIONALE

- ✓ *Aides et coopération en matière de l'eau : expertises, formations et réalisations.*

✓ *Place des ONG dans les politiques de formation et d'accompagnement des migrants et acteurs locaux de l'eau.*

La question de l'eau occupe une part de plus en plus importante dans l'aide et la coopération internationale. En effet, la disponibilité et l'accès démocratique à l'eau s'avèrent être deux conditions pour asseoir un réel développement durable. En matière de l'eau, l'aide et la coopération internationale revêtent plusieurs aspects : technique, économique et politique visant à transférer un savoir-faire occidental qu'il faut sans cesse réajuster en fonction des réalités locales car tout transfert technologique conduit à des réajustements sociaux et à de nouvelles négociations sociales et politiques. Dans cette aide et cette coopération internationale, il est à distinguer entre une coopération institutionnalisée (d'Etat à Etat) et une coopération scientifique et technique portée par des instituts de recherche et de développement (publics et privés) et des ONG. Ces dernières sont appelées de plus en plus sur le terrain pour parer aux désengagements des Etats. Il sera question ici d'explicitier la portée et les enjeux de l'aide et de la coopération internationale en matière d'expertise, de formation et de réalisation sur les différents terrains (pays du pourtour méditerranéen, Afrique, Asie...).

Ce colloque est sous la Direction scientifique de Jean Yves Boursier et de Toufik Ftaita enseignants chercheurs en ethnologie à l'Université de Nice Sophia Antipolis et membres du laboratoire : **CIRCLES EA 3159 : « Centre Interdisciplinaire, Récits, Cultures, Langues et Sociétés »**

Les contributions, un résumé de 1500 signes, sont à envoyer par courriel pour évaluation par le comité scientifique pour le 15 août 2007. Les intervenants recevront une notification et les modalités de leur prise en charge.

La participation au colloque est gratuite, cependant une inscription préalable est nécessaire pour permettre aux organisateurs un meilleur accueil des participants (transport, logement et restauration).

Contacts : Jean Yves Boursier et Toufik Ftaita

boursierjy@wanadoo.fr ; boursier@unice.fr
ftaita@unice.fr ; toufik.ftaita@free.fr

Comité scientifique :

- Albert Marouani, Président de l'Université de Nice Sophia Antipolis ;
- Francis Affergan : Université René Descartes- Sorbonne-Paris V
- Marc Marti : Directeur du CIRCLES, Université de Nice Sophia Antipolis ;
- Jean Marc Lardeaux : GéoSciences AZUR, Université de Nice Sophia Antipolis ;
- Jean Pierre Laborde : Espace et Cultures, Université de Nice Sophia Antipolis
- Jean Louis Millo : Directeur de la Coopération Internationale, Office International de l'Eau (OIEAU) ;
- Thierry Ruf : Directeur de recherche, IRD ;
- Bernard Lacombe : Directeur de recherche, IRD ;
- Jesus Garcia-Ruiz : Directeur de Recherche, CNRS/EHESS
- Jean Louis Couture : Expert international, chargé de mission, Agropolis ;
- Christophe Le Jallé : Expert International, Ps-Eau ;
- Jean Yves Boursier : CIRCLES - EA 3159, Université de Nice Sophia Antipolis ;
- Toufik Ftaita : CIRCLES - EA 3159, Université de Nice Sophia Antipolis.